Ordonnance sur la déclaration concernant le bois et les produits en bois

du ...

Le Conseil fédéral suisse,

vu les art. 4 et 11 de la loi fédérale du 5 octobre 1990 sur l'information des consommatrices et des consommateurs (LIC)¹ et l'art. 46a de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA)²,

arrête:

Section 1 **Objet**

Art. 1

¹ La présente ordonnance règle, pour les bois et les produits en bois qui sont remis aux consommateurs, l'obligation de déclarer et le contrôle de la déclaration.

² Après avoir consulté le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), le Département fédéral de l'économie (DFE) détermine le bois et les produits en bois auxquels s'applique la présente ordonnance. Il exclut du champ d'application de la présente ordonnance les emballages, les déchets, les produits recyclés et les matériaux complexes dérivés du bois.

Section 2 **Obligation de déclarer**

Art. 2 Obligation de déclarer l'espèce du bois

¹ Toute personne qui remet du bois ou des produits en bois aux consommateurs doit:

- a. indiquer le nom commercial du bois, et
- b. fournir les indications permettant aux consommateurs de retrouver le nom scientifique du bois.

² Le DFE fixe la nomenclature de référence des noms commerciaux et des noms scientifiques à utiliser.

³ Si le bois ne peut être rattaché à une espèce de bois donnée ou que l'espèce du bois ne peut être déterminée avec précision, il est possible d'indiquer plusieurs espèces de bois ou le genre du bois.

RS

¹ **RS 944.0**

² **RS 172.010**

⁴ Pour les dérivés du bois, l'indication «bois mélangé» est admise.

⁵ Pour les produits constitués de plus de trois composants d'espèces de bois différentes, il faut au moins indiquer les trois espèces de bois ayant la plus grande part en masse dans le produit.

Art. 3 Obligation de déclarer la provenance du bois

¹ Toute personne qui remet du bois ou des produits en bois aux consommateurs doit indiquer la provenance du bois.

² La provenance du bois est donnée par le pays où le bois a été récolté.

³ Si le bois ne peut être clairement rattaché à un pays de provenance, plusieurs pays de provenance possibles peuvent être indiqués. L'indication de régions ou de continents n'est pas admise.

⁴ Si le bois ne peut pas non plus être rattaché à plusieurs pays de provenance possibles, l'indication «provenance inconnue» peut être utilisée.

⁵ Pour les produits constitués de composants de plus de trois espèces de bois différentes, il faut au moins indiquer la provenance des trois espèces de bois ayant la plus grande part en masse dans le produit.

Art. 4 Emplacement et langue de la déclaration

¹ L'espèce et la provenance du bois doivent être indiquées par affichage sur le produit lui-même ou à proximité immédiate (inscription, impression, étiquette, panneau).

² Lorsque l'affichage sur le produit lui-même ne convient pas pour des raisons d'ordre technique, l'espèce et la provenance du bois peuvent être indiquées sous une autre forme, à condition que les indications soient faciles à consulter et aisément lisibles (écriteaux sur le rayonnage, mise à disposition de catalogues).

³ Une personne qui remet des produits fabriqués à l'unité ou en petite série de moins de 50 pièces peut informer les consommateurs de l'espèce et de la provenance du bois au moyen d'un document commercial accompagnant l'offre. Dans ce document commercial sont indiqués, pour chaque espèce de bois, les pays de provenance sur la base des achats de l'année précédente.

⁴ L'espèce et la provenance du bois doivent être indiquées dans une langue officielle de la Confédération.

Section 3 Contrôle de la déclaration

Art. 5 Autocontrôle

¹ Toute personne qui remet du bois ou des produits en bois aux consommateurs doit assurer le respect des obligations énoncées aux art. 2 à 4.

² Elle doit mettre en place des systèmes et des procédures permettant de fournir gratuitement les informations pertinentes aux autorités qui en font la demande.

Art. 6 Organe de contrôle

¹ Le Bureau fédéral de la consommation (BFC) contrôle si les déclarations répondent aux prescriptions de la présente ordonnance.

² Il peut s'assurer le concours d'organismes privés ou publics.

³ Il peut exiger de l'Administration fédérale des douanes, pendant une période déterminée, des informations sur le contenu des déclarations d'importation de bois et de produits en bois désignés avec précision.

Art. 7 Exécution du contrôle

¹ Le BFC effectue les contrôles:

- a. aux points de vente, par sondage et en fonction des risques, ou
- b. par des vérifications ciblées sur la base d'une présomption fondée selon laquelle une déclaration ne répond pas aux prescriptions.

² Il peut consulter les bulletins de livraison, les contrats, les factures et les autres documents nécessaires; au besoin, il peut prélever des échantillons pour procéder à des identifications ou à des vérifications. A cette fin, il peut pénétrer, pendant les heures de travail habituelles, dans les locaux commerciaux de la personne qui remet le bois et les produits en bois aux consommateurs.

³ Si le contrôle révèle que la déclaration ne répond pas aux prescriptions de la présente ordonnance, le BFC informe la personne qui remet le bois ou les produits en bois aux consommateurs du résultat du contrôle et lui donne l'occasion de s'exprimer.

⁴ Le BFC peut ordonner la rectification de la déclaration.

Art. 8 Emoluments

¹ Si le contrôle révèle une violation de l'obligation de déclarer, la personne qui a violé cette obligation doit s'acquitter d'un émoulement destiné à couvrir les coûts du contrôle.

² L'émoulement est fixé en fonction du temps consacré.

³ Le tarif horaire est de 200 francs.

⁴ Les dispositions de l'ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoulements³ sont également applicables.

³ RS 172.041.1

Section 4 Sanctions pénales**Art. 9**

Quiconque contrevient aux prescriptions relatives à la déclaration prévues aux art. 2 à 4 ou à l'obligation de renseigner prévue à l'art. 5, al. 2, est puni conformément à l'art. 11 LIC.

Section 5 Dispositions finales**Art. 10** Disposition transitoire

Le bois et les produits en bois qui ne répondent pas aux dispositions de la présente ordonnance peuvent être remis aux consommateurs jusqu'au (30 juin 2011).

Art. 11 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le (1^{er} juillet 2010).

Date

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Doris Leuthard

La chancelière de la Confédération, Corina Casanova